

Acte certifié exécutoire

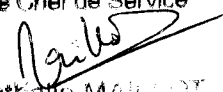
Réception par le préfet : 24/06/2010  
Publication : 02/07/2010

Pour l'"Autorité Compétente"  
par délégation

Direction de l'Autonomie

Service Tarification  
des Établissements Sociaux

Le Chef de Service

  
Nathalie MAILLOTT

Colmar, le

**ARRETE 2010 00250 DA**  
du **22 JUIN 2010**

**portant fixation de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'exercice 2010  
du Service d'Accueil de Jour de l'Association A.P.E.I. à HIRSINGUE**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et  
notamment l'article 45 ;

**VU** les propositions de l'établissement ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accueil de Jour de l'Association A.P.E.I. à HIRSINGUE sont autorisées comme suit :

<u>Dépenses :</u>	
Groupe I :	25 925,00 €
Groupe II :	190 486,00 €
Groupe III :	17 271,00 €
Déficit budgétaire reporté	5 417,00 €
	<hr/>
Total dépenses d'exploitation :	239 099,00 €
 <u>Recettes :</u>	
Groupe I :	225 851,00 €
Groupe II :	11 419,00 €
Groupe III :	1 829,00 €
	<hr/>
Total recettes d'exploitation :	239 099,00 €

### **ARTICLE 2 :**

La dotation globale de fonctionnement du Service d'Accueil de Jour de l'Association A.P.E.I. à HIRSINGUE est fixée à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2010** à :

**225 851 €**

Le prix de journée est fixé, à titre indicatif, à compter du **1<sup>er</sup> juin 2010** à :

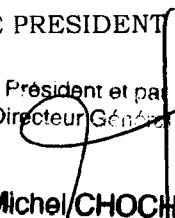
**68,60 €.**

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux

### **ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT  
Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Général Adjoint  
  
**Michel CHOCHOY**